Le 10 décembre 2020

Madame, Monsieur le député,

A certaines périodes de son Histoire, le peuple français s'est tourné vers certains de ses représentants à l'Assemblée Nationale pour leur demander de jouer un rôle de contre-pouvoir face à un exécutif devenu illégitime. Les événements récents nous paraissent justifier cette démarche actuellement. En effet, la « Loi Sécurité Globale » discutée en ce moment entre les deux assemblées est une loi de circonstance, bâclée, et attentatoire aux libertés fondamentales qui fondent notre destin commun. En plus de son très controversé article 24 qui prépare l'impunité pour des actes de violences policières, elle va renforcer les pouvoirs des polices municipales au détriment de la Police Nationale qui devrait au contraire être dotée de moyens supplémentaires pour faire face à sa délicate mission régalienne devant concilier ordre public et libertés individuelles.

Nous souhaitons porter à votre attention que de nombreux signaux sont de nature à vous alerter. Ainsi, après l'ONU et le Défenseur des droits, ce sont la Commission Européenne et la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNCDH) qui ont dénoncé la dérive sécuritaire de la loi « Sécurité Globale » et condamné son article 24. Parallèlement, la terrible mésaventure du producteur de musique Michel ZECLER « passé à tabac » avec une violence inouïe par des policiers sans raison apparente a confirmé la nécessité, dans certaines circonstances, d'utiliser des images pour rétablir la vérité. Enfin, les dernières déclarations de Alexandre LANGLOIS, Secrétaire général du syndicat Vigie, sont explicites : « *Je quitte la Police nationale pour les mêmes raisons que j'y suis entré : la défense des libertés individuelles et de l'intérêt général* ».

Nous pensons que la France doit redevenir dans le monde le pays des Droits de l'Homme et de la liberté d'expression.

Madame, Monsieur le Député, nous vous exhortons - lorsque le texte de cette loi indigne de la République Française repassera à l'Assemblée Nationale – à ignorer les consignes de parti et **à voter contre**, afin que l'Histoire ne retienne pas votre nom parmi ceux qui auront laissé entrainer la France dans une dérive autoritaire contraire à ses valeurs républicaines. Prenez conscience de la lourde responsabilité qui est la vôtre. Cette loi subsistera votre mandat échu. Entre quelles mains tombera-t-elle alors et pour quel usage ?

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur le député, l'expression de nos sentiments républicains.

Le CA du MS21